



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2013

Délibération N°2013/ 192

Date de convocation : 09 décembre 2013

Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille treize, le 18 décembre 2013 à dix huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis – Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes à Briastre, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Gérard DEVAUX, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis, Maire de Beauvois-en-Cambrésis.

Etaient présents (56 titulaires et 5 suppléants (S)) :

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

Maryse BASQUIN
Marcel WAXIN
Jean-Michel COUTURIER
Gérard DEVAUX
Lionel BASIN
Jacques OLIVIER
Paul SOUPY
Michel LEDUC
Laurent LOIGNON(S)
Jacques LESNE
Didier MARECHALLE
Philippe DUCROUX
Dominique LAMOURET
Liliane ADAM
Agnès BERANGER
Didier BONIFACE
Gérard BOURY
Guy BRICOUT
Maryline GODIN
Jean-Pierre MAILLARD
Christiane MARANDE
Bernard POULAIN
Liliane RICHOMME
Alain RIQUET
Sandrine TRIoux

Bernard VERMEIL
Serge WARWICK
Jacques ARPIN(S)
Gérard TAISNE
Gilles PELLETIER
Bernard PLET
Bertrand LEFEBVRE
Jean-Louis CAUDRELIER
Bernard LECOLIER
Sylvie DECRESSONIERE
Michaëlle LEGRAND
Bruno MANNEL
Cécile MERCIER
Joseph MODARELLI
Bruno VILAIN(S)
Annie DORLOT(S)
Michèle BRULANT
Jacques LERICHE
Aimé BLEUSE
Michel HENNEQUART
Pierre LEBLON
Francis GOURAUD
Daniel BLAIRON
Augustine NOIRMAIN
Jean-Pierre RICHEZ

Daniel CATTIAUX
Roger TIERCE(S)
Jean-Raymond WATTIEZ
Henri QUONIOU
Jean-Marc DOSIERE
Jean-Paul CAILLIEZ
Marie-Hélène DUEZ
Daniel FIEVET
André-Marie FORRIERRE
Marie-Chantal TRANCHANT
Marc DUFRENNE

Membres excusés (2) : Peggy SZOPA, Charles BLANGIS

Membres absents (12) : Dominique BEAUDUIN, Jean-Félix MACAREZ, Hubert DEJARDIN, Thierry WALEMME, Pierre LAUDE, Jean WECKSTEEN, Serge LEULIETTE, Marc PLATEAU, Pascal COQUELLE, Hubert LEFEVRE, Jacky DUMINY et Stéphane JUMEAUX.

Membres ayant donné procuration (2) : Gérard BEZIN à Christiane MARANDE, Anne-Sophie MERY DUEZ à Maryline GODIN.

Madame Augustine NOIRMAIN est élue secrétaire de séance.

**PROTOCOLE D'ACCORD POUR RECONDUIRE LE PLAN LOCAL POUR L'INSERTION
ET L'EMPLOI (P.L.I.E.) DU 1^{ER} JANVIER 2012 AU 31 DECEMBRE 2014**

Vus :

- la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 16 codifié à l'article L322-4-16-6 du code du Travail ;
- la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 relative au développement des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ;
- le programme opérationnel national du fonds social européen de l'Objectif « compétitivité régionale et emploi » adopté par la commission européenne par la décision C(2007)3396 du 9 juillet 2007 ;
- la décision du comité de suivi des programmes opérationnels 2007-2013 en Nord-Pas-de-Calais du 16 octobre 2007, fixant les modalités de gestion des subventions globales du fonds social européen et notamment, permettant aux PLIE d'obtenir une subvention globale FSE au titre des axes 2 et 3 du programme opérationnel du FSE de l'Objectif « compétitivité régionale et emploi » ;
- la signature le 18 octobre 2011 de la convention de Subvention Globale d'OCAPLIE, numéro PRESAGE 38370, couvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2013 ;
- l'avenant à signer à la convention de Subvention Globale d'OCAPLIE, numéro PRESAGE 38370, relatif notamment à la prorogation de la période d'exécution au 31/12/2014 pour les sous-mesures 213 et 312, et au 31 octobre 2015 pour la sous-mesure 511 ;
- la délibération n° 13001900 de la commission permanente du Conseil Régional en date du 3 juin 2013 relative à la convention pluriannuelle d'objectifs 2012-2014,
- les délibérations de la Communauté d'Agglomération de Cambrai, et des Communautés de Communes du Cambrésis.

Considérant que,

La Communauté d'Agglomération de Cambrai et les Communautés de Communes du Cambrésis se sont engagées dans la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) pour ses deux premiers protocoles dont l'objectif était d'amener vers l'emploi durable des personnes très éloignées du marché du travail en s'appuyant sur le tissu économique local :

- le premier protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 14 juin 2004 pour la période allant du 1er septembre 2003 au 31 décembre 2006 avec prorogation par voie d'avenant jusqu'au 30 juin 2007 ;

- le deuxième protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 27 juillet 2009 pour la période allant du 1er juillet 2007 au 31 décembre 2011.

Le taux de sortie à l'emploi durable ou à une formation qualifiante a été de 50.41% sur la durée des deux protocoles.

Cependant les indicateurs montrent la nécessité de poursuivre l'effort.

C'est dans ce contexte que les principaux partenaires et opérateurs du PLIE du Cambrésis ont été consultés sur les objectifs, le contenu et l'organisation du dispositif dans le cadre d'un nouveau protocole. C'est à l'issue de ce travail collectif que le programme, présenté ci-après, a été retenu par les signataires.

Ce protocole s'inscrit dans les axes 2, 3, et 5 (pour l'Assistance Technique dans le cadre de la délégation d'une subvention globale) du Programme Opérationnel du Fonds Social Européen (FSE) « Compétitivité régionale et emploi » relatif à la période 2007 / 2013.

Face à la nécessité de ramener vers l'emploi durable une partie des habitants du Cambrésis,

- l'Etat, représenté par le Préfet de la région Nord – Pas de Calais, Préfet du Nord, Monsieur Dominique BUR ;

- la Communauté d'Agglomération de Cambrai, et les Communautés de Communes du Cambrésis, représentées par leurs Présidents ;
- la Région Nord – Pas-de-Calais, représenté par son Président, Monsieur Daniel PERCHERON,
- l'association Cambrésis Emploi, support juridique, gestionnaire du PLIE du Cambrésis, représentée par son Président, Monsieur Jean-Raymond WATTIEZ,

ont donc décidé de s'engager conjointement dans la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Cambrésis pour la période comprise entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2014.

Ce plan s'inscrit dans un cadre politique de lutte contre le chômage et l'exclusion et s'adresse aux hommes et aux femmes, jeunes et adultes qui, par manque de qualification ou d'expérience professionnelle, ou en raison d'une situation personnelle ou sociale particulière, ont des difficultés majeures à trouver un emploi.

Le Conseil Communautaire,

Les explications du rapporteur entendues, après en avoir délibéré,

- décide d'engager la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis dans la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) du Cambrésis pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2014 ;
- convient, avec les autres cosignataires précédemment cités, des modalités précisées dans le Protocole d'Accord annexé à la présente délibération,
- autorise Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis à signer le présent Protocole d'Accord.

Monsieur Jean-Raymond WATTIEZ ne prend ni part au vote ni aux débats

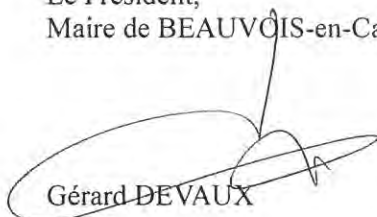
ADOPTE

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 19 décembre 2013 et de la publication
Le 19 décembre 2013

Pour expédition conforme
Caudry, le 19 décembre 2013

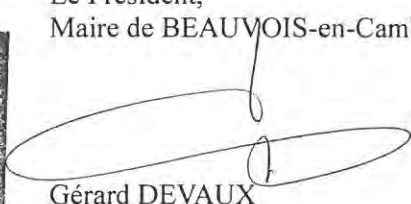
Vu,
Le Président,
Maire de BEAUVOIS-en-Cambrésis

Le Président,
Maire de BEAUVOIS-en-Cambrésis


Gérard DEVAUX



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis


Gérard DEVAUX

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 – 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.

Gérard DEVAUX
Président de la Communauté de
Communes du Caudrésis Catésis
39, rue de Ligny
59 540 CAUDRY

Cambrai le jeudi 24 octobre 2013

Objet : Protocole du PLIE du Cambrésis

Monsieur le Président,

Veuillez trouver ci-joint le protocole d'accord du PLIE du Cambrésis (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) applicable jusqu'au 31 décembre 2014, qui sera signé par les Présidents de la Communauté d'Agglomération de Cambrai et des Communautés de Communes du Cambrésis, le Président du Conseil Régional, le Président de Cambrésis Emploi, et le Préfet de la Région Nord Pas De Calais.

Ce protocole formalise l'acte politique qui détermine les objectifs locaux du PLIE, il est l'acte fondateur et le cadre de référence du PLIE. Il fixe sur une période pluriannuelle l'engagement de l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre du plan d'actions.

Il s'agit d'un projet de territoire, le rôle des élus locaux qui initient, impulsent et accompagnent ce plan d'action est fondamental.

Son contenu :

- Territoire d'intervention du PLIE : Le Cambrésis.
- Les axes stratégiques : définis à partir de l'analyse des besoins et des potentialités du territoire
- Les publics cibles : personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle
- Les objectifs en matière de placement à l'emploi et d'accès à la qualification

Pouvez-vous faire porter à l'ordre du jour de votre prochain Conseil Communautaire le vote concernant ce protocole, puis nous faire parvenir copie de la délibération adoptée.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Raymond WATTIEZ
Président de Cambrésis Emploi



PROTOCOLE D'ACCORD du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Cambrésis

1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014

SOMMAIRE

Textes de référencep 3

Préambule.....p 5

Caractéristiques socio-économiques du territoirep 6

Caractéristiques de la population.....p 7

Offres et demandes d'emplois, les perspectives de recrutements.....p 10

Les résultats des deux premiers protocoles.....p 13

Article 1 : Principes et options stratégiques.....p 14

1.1 Principes généraux

1.2 Options stratégiques

Article 2 : Les objectifs du PLIE.....p 16

2-1 Objectifs quantitatifs du nouveau protocole

2.2 Objectifs qualitatifs 01.01.2012 - 31.12.2014

Article 3 : Animation et Pilotage du PLIE.....p 18

3.1 Le comité de Pilotage

3.2 Le Comité Opérationnel Technique

3.3 Le Comité d'Accès et de Suivi des parcours

3.4 Le Comité stratégique et la commission de validation du Pôle Formation

3.5 L'équipe d'animation

Article 4: Modes d'intervention du PLIE.....p 25

Article 5: Moyens.....p 25

Article 6 : Evaluation du PLIE.....p 29

Article 7 : Durée du Protocole d'accord.....p 29

Article 8 : Modification du Protocole d'accord.....p 29

Annexes.....p 31

Textes de référence :

Vus :

- Vu la loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
- Vu le Programme Opérationnel National FSE du 9 juillet 2007,
- Vu le cadre de référence stratégique national du 13 juin 2007,
- Vu la circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des P.L.I.E. et son additif numéro 1 en date d'avril 2004,
- Vu le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) 1260/99,
- Vu le règlement (CE) n°1081/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) 1784/99,
- Vu le Rectificatif au règlement CE n° 1828-2006 de la Commission en date du 15/02/2007 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) 1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement (CE) 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional,
- Vu le Règlement (CE) n°1681/94 de la Commission, du 11 juillet 1994, concernant les irrégularités et le recouvrement des sommes indûment versées dans le cadre du financement des politiques structurelles ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine,
- Vu le Règlement (CE) n°2035/2005 de la Commission du 12 décembre 2005 modifiant le règlement (CE) n°1681/94,
- Vu le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003,
- Vu la circulaire du Premier Ministre en date du 12 février 2007 et relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne, dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale,
- Vu la circulaire du Premier ministre n° 5210/SG en date du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les Fonds européens pour la période 2007-2013,
- Vu le décret numéro 2011-92 du 21 janvier 2011 modifiant le décret numéro 2007-1303 du 3 septembre 2007 portant sur l'éligibilité des dépenses,
- L'instruction DGEFP n°1047 du 16 novembre 2007 relative au modèle national de demande de subvention du FSE,
- Vu l'instruction DGEFP 2008-016 en date du 6 octobre 2008 et relative à la méthode de contrôle de service fait en vue du paiement de l'aide communautaire,

- Vu l'instruction DGEFP n°1509-2008 du 22 décembre 2008 relative aux modalités de mise en œuvre des crédits du Fonds social européen au titre des programmes opérationnels « Compétitivité régionale et emploi » et « Convergence » 2007/2013 – Règles applicables à l'éligibilité temporelle,
- Vu l'instruction DGEFP n°1510-2008 du 22 décembre 2008 concernant les modalités de mise en œuvre des crédits du FSE au titre de la période 2007-2013 - Outils de gestion relatifs à l'examen des demandes de financement,
- Vu l'instruction DGEFP n°2009-22 du 08 juin 2009 relative aux modalités de financement de l'activité des Plans locaux Pluriannuels pour l'insertion et l'emploi conventionnés en tant qu'organismes intermédiaires au titre des programmes de Fonds social européen (FSE)-Période 2007-2013,
- Vu l'instruction DGEFP n°2009-34 du 27 juillet 2009 relative au contrôle de service fait des opérations mises en œuvre par voie de marché public et cofinancées par le Fonds social européen (FSE) au titre des Programmes opérationnels des Objectifs « Compétitivité régionale et emploi » et « Convergence » (période 2007-2013),
- Vu le code des marchés publics,
- Vu l'instruction DGEFP n°2009-35 du 31 juillet 2009 relative aux modalités de réalisation des contrôles qualité gestion au titre des Programmes opérationnels du Fonds social européen des Objectifs « Compétitivité régionale et emploi » et « Convergence » (période 2007-2013),
- Vu l'instruction DGEFP n°2010-14 du 20 avril 2010 relative aux conditions de recevabilité des opérations financées au titre des programmes du Fonds social européen de la période 2007-2013,
- Vu l'instruction DGEFP n°2010-20 du 02 août 2010 relative à la forfaitisation des coûts Indirects des opérations recevant des crédits du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national de l'objectif « Compétitivité régionale et emploi »,
- Vu l'instruction DGEFP n°2011-15 du 27 mai 2011 relative au traitement des Descriptifs des Systèmes de Gestion et de Contrôle des autorités de gestion, autorités de gestion déléguées, et organismes intermédiaires sélectionnés au titre de la mise en œuvre des Programmes FSE des objectifs « Compétitivité régionale et emploi » et « Convergence »,
- Vu l'instruction DGEFP n°2011-18 du 7 juin 2011 portant modèle de convention pour l'octroi d'une subvention du Fonds social européen,
- Vu la note DGEFP-SDFSE n°245 du 13 mai 2013 portant modèle de convention pour l'octroi d'une subvention du Fonds social européen,
- Vu l'instruction DGEFP n°2011-538 du 19 juillet 2011 relative à la saisie des indicateurs de réalisation et de résultat, relatifs aux opérations d'animation des PLIE relatifs aux nouvelles modalités de conventionnement,
- Vu l'instruction no 2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes du Fonds social européen,
- Vu l'additif, du 12 mars 2013, à l'instruction n° 2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes du Fonds social européen,
- Vu les règlements européens et circulaires de gestion nationales parues et à paraître au titre de la programmation FSE 2007-2013 et de la gestion de crédits via une convention de subvention globale,

- Vu la signature le 18 octobre 2011 de la convention de Subvention Globale d'OCAPLIE, numéro PRESAGE 38370, couvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2013,
- Vu l'avenant à signer à la convention de Subvention Globale d'OCAPLIE, numéro PRESAGE 38370, relatif notamment à la prorogation de la période d'exécution au 31/12/2014 pour les sous-mesures 213 et 312, et au 31 octobre 2015 pour la sous-mesure 511,
- Vu la délibération n° 13001900 de la commission permanente du Conseil Régional en date du 3 juin 2013 relative à la convention pluriannuelle d'objectifs 2012-2014,
- Vu les délibérations de la Communauté d'Agglomération de Cambrai, des Communes de Cambrai, des Communes du Cambrésis,
- Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'association Cambrésis Emploi-P.L.I.E en date du 17 décembre 2013,

Entre :

L'Etat, représenté par le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, Dominique BUR ;

La Communauté d'Agglomération de Cambrai, les Communautés de Communes du Cambrésis, représentées par leurs Présidents ;

La Région Nord – Pas-de-Calais, représentée par son Président, Daniel PERCHERON ;

L'association Cambrésis Emploi, représentée par son Président, Jean-Raymond WATTIEZ.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Le premier protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 14 juin 2004 pour la période allant du 1^{er} septembre 2003 au 31 décembre 2006 avec prorogation par voie d'avenant jusqu'au 30 juin 2007.

Le deuxième protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 27 juillet 2009 pour la période allant du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2011.

Il s'agit ici du troisième protocole du PLIE du Cambrésis.

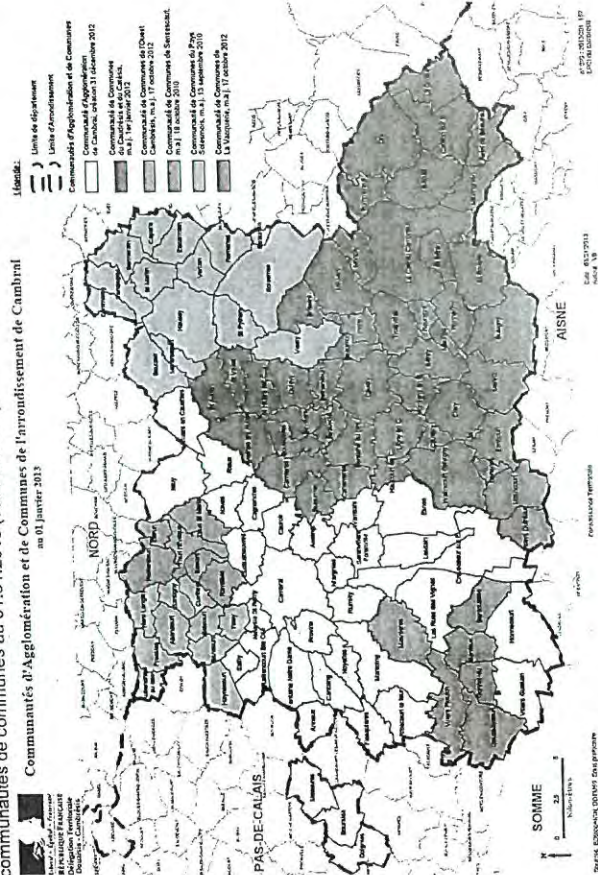
Porté juridiquement par Cambrésis Emploi, association loi 1901, le PLIE du Cambrésis exerce son activité pour l'ensemble du bassin qui est composé de 116 communes regroupées en 6 intercommunalités au 1^{er} janvier 2013 : 5 Communautés de Communes et la Communauté d'Agglomération de Cambrai.

La population totale s'élève à 164 159 habitants (recensement INSEE 2010 publié au 01/01/2013). 4 villes importantes en nombre d'habitants se trouvent dans l'arrondissement du Cambrésis :

- 1) Cambrai : 33 345 habitants ;
- 2) Caudry : 14 632 habitants ;
- 3) Le Cateau : 7 185 habitants ;
- 4) Solesmes : 4 754 habitants.

des adhérents : communauté d'agglomération, et 5

Composition géographique du PLIE du Cambresis, des communes au 01/01/2013 (voir Annexe 1).



Dans l'arrondissement du Cambrésis, 3 territoires "politique de la ville" sont concernés :

- 2 quartiers sur Caudry (Centre Ville et Amerpassant);
 - 5 quartiers sur Cambrai (Centre Ville, Amerpassant, Cité des Lignes, La 1^{ère} et 6^{ème} Cité de la République);
 - la totalité de la commune du Cateau (car la ville compte moins de 10 000 habitants).
- Ces territoires bénéficient de Contrats Urbains de Cohésion Sociale sur différentes thématiques (emploi - formation - environnement - habitat, etc.). Des actions spécifiques en direction des habitants sont menées pour améliorer les conditions d'accès aux services et au cadre de vie.

1 In territoire pour partie, urbain et pour partie, rural.

3 axes principaux de développement du territoire :

- cohésion Est/Ouest ;
- attractivité du territoire ;
- compétitivité du territoire.

Caractéristiques socio-économiques du territoire

- 13 Zones d'activités industrielles dont 1 Zone HQE (Haute Qualité Environnementale) à Masnières.
(voir Annexe 2)

Les secteurs suivants les plus représentés en nombre d'établissements :

- ✓ Commerce et distribution
- ✓ Textile

Cambridge

Le Camillestis possède une expertise reconnue dans le développement de produits innovants. Outre, habillement et textiles techniques. Les entreprises participent pleinement au pôle de compétitivité UP-TEX pour favoriser le développement de produits innovants.

projets innovants.

☒ Agroalimentaire

Pôle d'Excellence Régional Agroalimentaire "Agroé" copilotage Cambrai-Arras.

Ce secteur représente le plus fort potentiel de croissance, notamment grâce à l'implantation de SOLECO/FLORETTE et de FLEURY MICHON TRAITEUR en 2012.

- ✓ Transport/Logistique

Le Cambrésis a su se démarquer grâce à sa situation stratégique et accueille aujourd'hui déjà 3 grandes plates-formes internationales de distribution : **Babyliss**, **Columbia Sportswear Company** et **C-LOG/Morgan** et la 3^{ème} plateforme régionale des magasins **LIDL**.

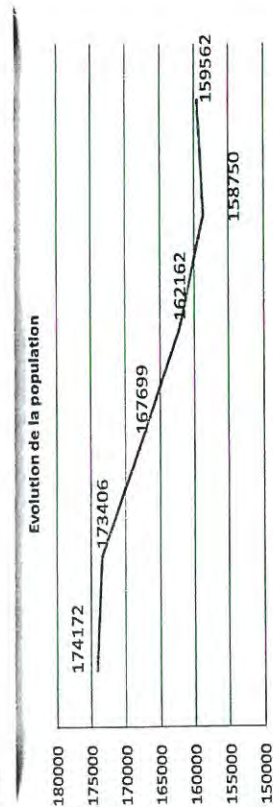
Présence du Pôle d'excellence Euralogistic en région Nord pas de Calais.

✓ Bâtiment

Un des domaines en mutation économique pour lequel les acteurs s'impliquent afin d'anticiper les besoins en compétences pour l'éco construction et éco rénovation.

1924 entreprises artisanales (4,5% du poids régional) dont 11% dans le bâtiment.

Caractéristiques de la population du territoire (source DIAG PAL édition 2012)

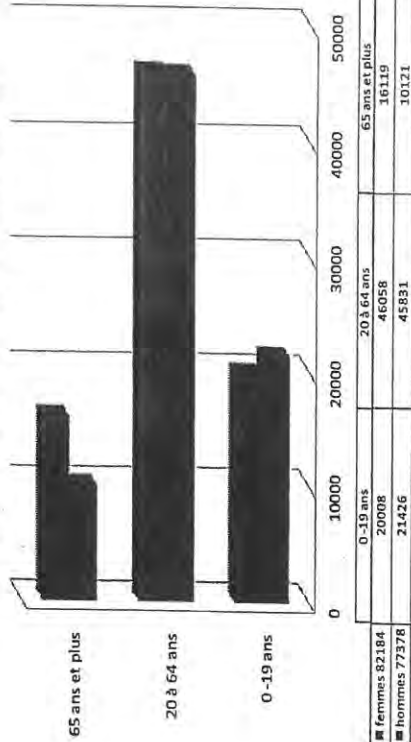


Year	1968	1975	1982	1990	1999	2008
1968						
1975						
1982						
1990						
1999						
2008						

(Source: INSEE – RP1968 à 1990 dénombrements- RP 1999 et RP 2008 exploitations principales.)

Après plusieurs décennies de baisse, la population a augmenté depuis 1999 pour atteindre 164 159 habitants en 2013. La densité moyenne est de 177 habitants au km² en 2008.

Répartition de la population par genre et âge.



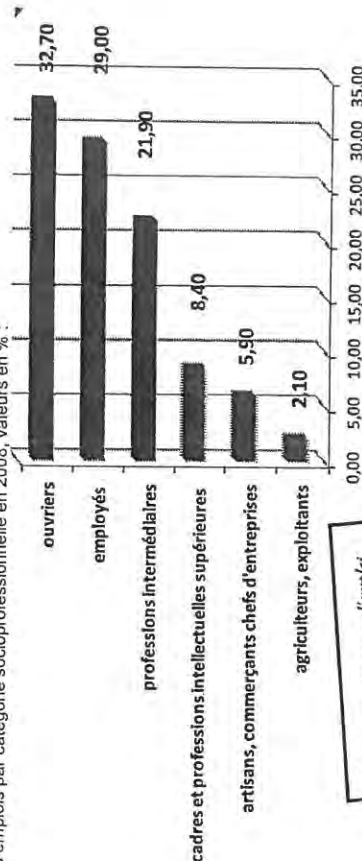
❖ Les actifs

La population des 15 – 64 ans représente 102 116 personnes en 2008 avec un taux d'emploi à 58,7% pour le Cambrésis, contre 57,5% pour le Département du Nord et 57,2% pour la Région Nord-Pas-de-Calais. Les écarts du nombre d'actifs ayant un emploi, entre le Cambrésis, le Département et la Région restent minorés.

Emploi et activité : le nombre d'emplois en 2008 est de 53 074 contre 51 224 en 1999 avec un taux d'activité des 15 ans et plus de 55,5 % (56,1 pour le Département du Nord, 55,4% pour la Région).

La part des femmes dans l'emploi salarié représente 43,5% en 2008 (39,8% en 1999). Par contre le temps partiel des salariées est en augmentation : + 8,84 % entre 1999 et 2008.

Les emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2008, valeurs en % :



(Source INSEE, RP 2008 exploitation principale).

A retenir : un taux d'emploi en Cambrésis légèrement supérieur par rapport au Département et à la Région.

❖ Les allocataires du Revenu de Solidarité Active

Le Département du Nord met en place une politique d'insertion sociale et professionnelle auprès des allocataires du RSA. Dans ce cadre des actions de remobilisation vers l'emploi, de santé, de mobilité. De même, 20 postes de référents RSA ont été affectés sur le territoire.

Le nombre de foyers allocataires du RSA en Cambrésis

Les foyers allocataires du RSA, les personnes couvertes par le dispositif, le nombre de personnes concernées par les droits et les devoirs au sein de la Direction Territoriale de Cambrai par rapport au Département du Nord.

	Nombre de foyers allocataires du RSA (1) socle, activité	Poids du territoire par rapport au Département	Population couverte (2) par le dispositif du RSA	Poids du territoire par rapport au Département	Nombre de personnes concernées par les droits et devoirs (3) au 30/11/2011	Poids du territoire par rapport au Département
Cambrai	7383	5,86%	17589	6,13%	6062	6,01%
Département	125964	100%	286576	100%	100733	100%

1 ♦ La notion de foyer désigne le « couple » (allocataire-conjoint), à l'exclusion des enfants (la notion de personne désigne l'allocataire « principal » ou son conjoint) ;

2 ♦ La population couverte désigne l'ensemble des personnes qui vivent grâce au RSA (allocataire, conjoint, enfants, personnes à charge) ;

3 ♦ Les personnes soumises aux droits et devoirs (source CNAF) sont les allocataires et/ou les conjoints (les enfants et autres personnes de – de 25 ans ne sont pas concernés par les droits et devoirs) dont le foyer a des ressources inférieures au montant forfaitaire, et dont la moyenne des revenus d'activité du trimestre de référence, vérifiés au niveau de chaque membre concerné (allocataire ou conjoint), est inférieure à 500€.

(source CTI 02/02/2012 – données ELISA septembre 2011, Requête BO XI).

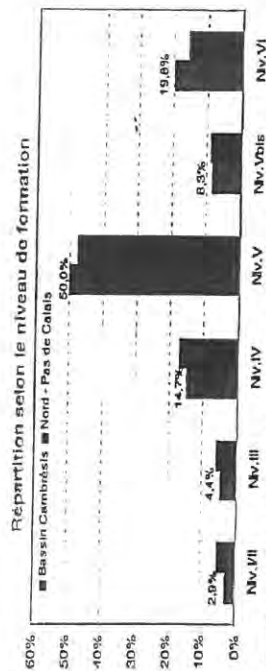
A fin septembre 2011 (données brutes, toutes catégories d'inscription) :

♦ 4 047 demandeurs d'emploi de fin de mois - toutes catégories - ont des droits ouverts au RSA, soit une hausse annuelle de + 5,4% et une hausse depuis le 1er juin 2009 de + 53,1 %. La part du bassin de Cambrai dans la Région est de 4,2% ;

♦ 2 935 demandeurs ayant des droits ouverts au RSA sont inscrits en catégorie A – sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi – pour une évolution annuelle de + 8,8 % contre + 3,7% sur le plan régional ;

♦ 40% des demandeurs d'emploi de fin de mois RSA sont des demandeurs d'emploi de longue durée : évolution annuelle de + 14,4% en Cambrésis contre + 17,3% en Région.

Les allocataires du RSA et Pôle Emploi



(Source: Pôle Emploi Service Evaluation, Etudes et Statistiques, Villeneuve d'Ascq, 21 novembre 2011 – document « Analyse descriptive des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi et ayant des droits ouverts au RSA – Situation dans le bassin de Cambrai au 30 septembre 2011).

♦ 78 % des demandeurs d'emploi de fin de mois en RSA ont un niveau de formation inférieur au baccalauréat (contre 72% en Région) et plus de la moitié sont des personnes non qualifiées (57,5%) ;

♦ 40,3% des demandeurs d'emploi de fin de mois en RSA recherchent deux grandes catégories de métiers : services à la personne et à la collectivité (26,7%); Commerce, vente et grande distribution (13,6%).

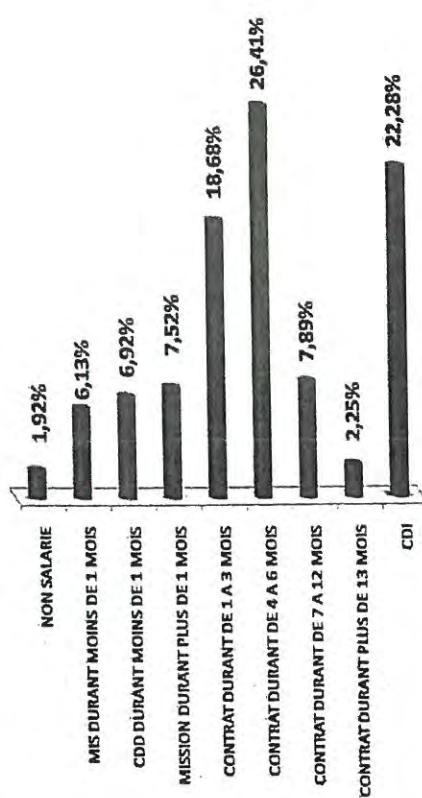
Offres et demandes d'emplois les perspectives de recrutements

Offres et demandes d'emplois Chiffres clés

Le délai moyen de satisfaction des offres d'emplois est la mesure du délai séparant le recueil de l'offre d'emploi disponible et le pourvoi effectif de l'offre. Pour le Cambrésis à fin décembre 2011, il était de 25 jours ce qui constitue une bonne moyenne (il peut varier de 23 à 31 jours selon les territoires en région).

Délai moyen de satisfaction des offres	2010	Fin octobre 2011	Fin novembre 2011	Fin décembre 2011
Délai du mois		23	19	21
Délai moyen	27	26	25	25

(Source du tableau : SPEL - 3 avril 2012).
Offres d'emploi enregistrées en 2011 au Pôle Emploi par typologie de contrat.

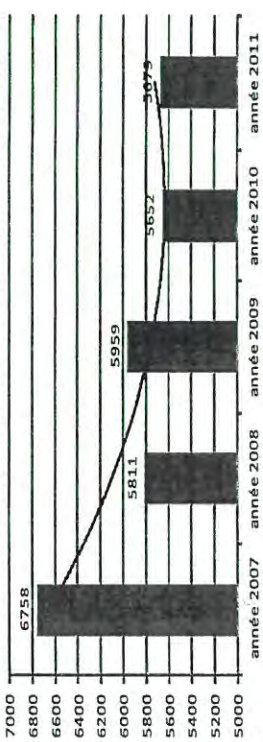


(Source: Pôle-analyse-emploi.fr / paniers stats Mde parution au 03/02/2012).

La part des offres la plus importante concerne les contrats de 4 à 6 mois. La part des CDI représente 22,28% des offres enregistrées mais subit une baisse de plus de 8 points par rapport à 2010 (elle représentait alors environ 30,5 % des contrats).

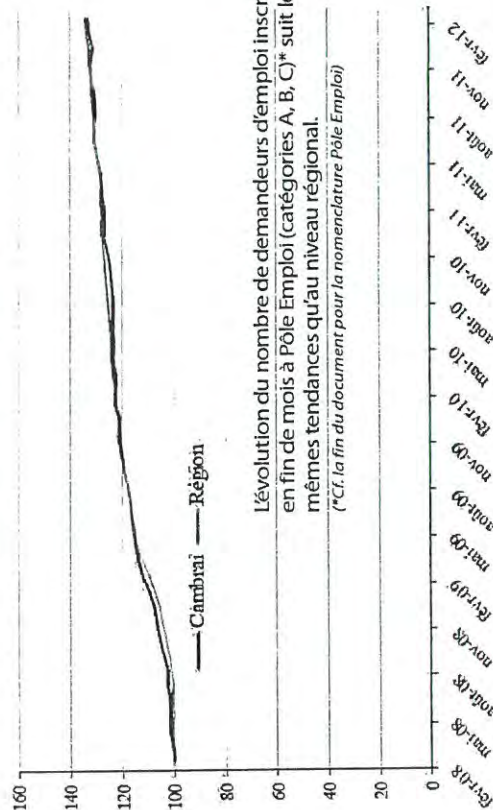
Offres et demandes d'emplois Chiffres clés

Evolution des offres d'emploi enregistrées de 2007 à 2011 en Cambrésis:



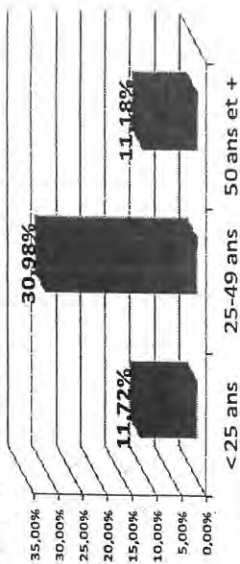
(Source: Pôle Emploi - avril 2011 et Pôle-analyse-emploi.fr / paniers stats Mde parution au 03/02/2012).

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Catégories ABC (cvs-cjo base 100)



L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi (catégories A, B, C)* suit les mêmes tendances qu'au niveau régional.
(*Cf. la fin du document pour la nomenclature Pôle Emploi)

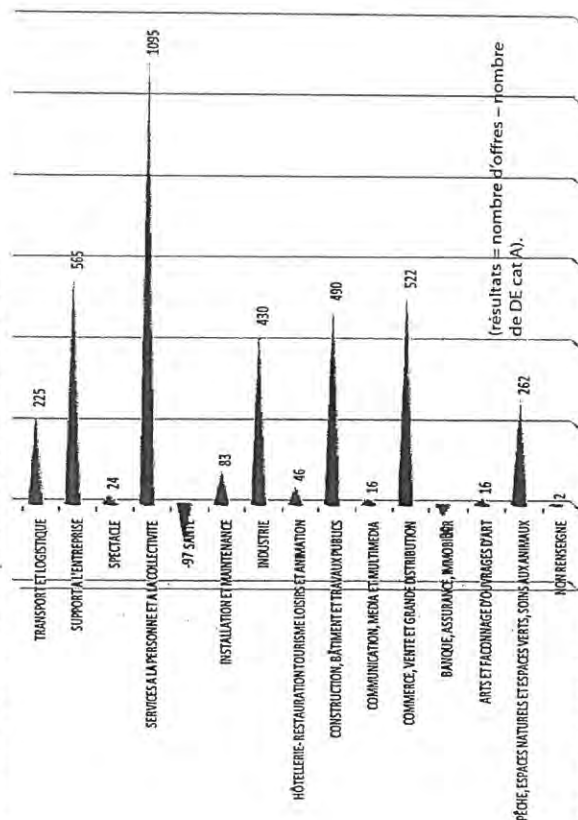
Répartition des hommes selon leur âge:



Répartition des femmes selon leur âge:



Ecart numérique entre le nombre d'offres d'emplois enregistrées par domaine professionnel et le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A sur les mêmes domaines :



(Source: Pôle-analyse-emploi.fr / paniers Stats Mde parution au 03/02/2012).
Le domaine des services à la personne enregistre l'écart le plus important avec 1907 personnes inscrites en catégorie A en 2011, pour 812 offres enregistrées. A l'inverse les offres sont plus nombreuses pour les secteurs de la santé et du tertiaire, banque, assurance, immobilier.

Les résultats des deux premiers protocoles

Les résultats du 1^{er} protocole par rapport aux objectifs fixés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

ANNEES	ENTREES PREVISIONNELLES	ENTREES REALISEES	SORTIES POSITIVES TOTALES REALISEES	SORTIES AUTRES TOTALES REALISEES
2003	100	112	0	1
2004	350	353	21	44
2005	350	265	112	79
2006	200	308	115	119
1er semestre 2007	100	125	52	61
TOTAL	1100	1163	300	304

Sur la période du 01/09/03 au 30/06/2007, l'objectif était d'entrer 1 100 personnes en parcours d'insertion professionnelle : 1163 personnes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé. L'objectif du nombre d'entrées a donc été dépassé.

L'objectif de sorties positives (sur un CDI, un CDD de plus de 6 mois, ou une formation qualifiante ou diplômante ou reconnue par une convention collective) était fixé à 50% de l'ensemble des sorties.

Au 30 juin 2007 le taux de sorties positives est de 49.67%.

Les résultats du 2^{ème} protocole par rapport aux objectifs fixés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

ANNEES	ENTREES PREVISIONNELLES	ENTREES REALISEES	SORTIES POSITIVES TOTALES REALISEES	SORTIES AUTRES TOTALES REALISEES
2 nd semestre 2007	100	82	64	51
2008	200	239	87	94
2009	200	166	91	92
2010	200	149	95	81
2011	160	189	88	83
TOTAL	860	825	425	401

Sur la période du 01/07/07 au 31/12/2011, l'objectif était d'entrer 860 personnes en parcours d'insertion professionnelle : 825 personnes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé.

L'objectif de sorties positives (sur un CDI, un CDD de plus de 6 mois, création d'activité, ou une formation qualifiante, des missions intérimaires réalisées pendant 936 heures sur 12 mois en discontinu) était fixé à 50% de l'ensemble des sorties. Sur l'ensemble de la période le taux de sorties positives est de 51.15%.

Article 1 : PRINCIPES ET OPTIONS STRATEGIQUES

1.1 Principes généraux

Les Fonds Européens interviennent en complément des actions nationales, y compris les actions au niveau régional et local, en y intégrant les priorités de la Communauté Européenne, à partir desquelles sont déclinés les principes du PLIE.

Les options stratégiques s'inscrivent dans le cadre des axes stratégiques du Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen.

Il s'agit, pour le PLIE, de « renforcer (son) partenariat avec les différents acteurs de l'emploi et de développer de nouvelles coopérations entre les acteurs économiques et les acteurs de l'insertion ».

Le type d'actions ainsi mises en œuvre doit permettre :

- la construction de projets professionnels,
- la gestion des parcours d'insertion pour les publics les plus éloignés de l'emploi, notamment dans le cadre d'un accompagnement renforcé et individualisé,
- l'ingénierie et la mise en œuvre de projets contribuant notamment à renforcer l'insertion par l'activité économique (chantier d'insertion), la formation, etc.,
- la conception et le suivi du partenariat local,
- l'ingénierie d'actions et d'initiatives locales en réponse aux besoins des employeurs et des participants,
- le développement des liens avec les entreprises et les décideurs économiques pour faciliter l'accès à l'emploi durable.

Au niveau local, ces axes stratégiques sont déclinés à partir de l'analyse des besoins et des potentialités du territoire (publics, acteurs). Ils concourent à la mobilisation des acteurs et à la construction de la programmation.

Le PLIE répondra aux principes fondamentaux suivants :

↳ L'additionnalité :

Le PLIE n'a pas vocation à engager des actions concurrentes à ce qui est déjà entrepris localement. Il constitue une opportunité d'apporter des moyens supplémentaires pour renforcer certaines actions, en impulser de nouvelles, compléter l'existant.

La contribution des Fonds structurels ne se substitue pas aux dépenses structurelles publiques ou assimilables d'un État membre.

↳ La Programmation :

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le cadre d'une programmation pluriannuelle effectuée en plusieurs étapes, portant sur l'identification des priorités, le financement et le système de gestion et de contrôle.

↳ La subsidiarité :

Le PLIE délègue au maximum les actions à mener à des opérateurs locaux. La structure de gestion fait faire plus qu'elle ne fait, par voie de conventions passées avec ces mêmes opérateurs. Ceci vaudra dans le cas de parcours réalisés en entreprises.

↳ La coordination :

Pour organiser et gérer des "parcours d'insertion" allant d'un premier accueil jusqu'au placement à l'emploi en passant par des phases de formation et d'expériences de travail avec "accompagnement social", le PLIE doit coordonner les actions des organismes et des personnes qui vont intervenir durant les parcours de ses participants : référents sociaux, structures d'insertion, organismes de formation, entreprises.

Afin d'anticiper les actions à mener pour les participants du PLIE en lien avec les besoins des entreprises du territoire, une coordination avec la Maison de l'emploi en Cambrésis est mise en place.

↳ Le Partenariat :

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le cadre d'une coopération étroite (ci-après dénommée « partenariat »), entre la Commission et chaque État membre.

Chaque État membre organise, au besoin et conformément aux règles et pratiques nationales en vigueur, un partenariat avec les autorités et les organismes tels que :

- a) les autorités régionales, locales, urbaines et autres autorités publiques compétentes,
- b) les partenaires économiques et sociaux,
- c) tout autre organisme approprié représentant la société civile, des partenaires environnementaux, des organisations non gouvernementales et les organismes chargés de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

L'État membre désigne les partenaires les plus représentatifs aux niveaux national, régional, local et dans les domaines économique, social, environnemental ou autre (ci-après dénommés « partenaires »), conformément aux règles et pratiques nationales, en tenant compte de la nécessité de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que le développement durable par l'intégration des exigences en matière de protection et d'amélioration de l'environnement.

Le partenariat est conduit dans le plein respect des compétences institutionnelles, juridiques et financières respectives de chaque catégorie de partenaires.

Le partenariat porte sur l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes opérationnels. Les États membres associent, au besoin, chacun des partenaires concernés, et notamment les régions, aux différentes étapes de la programmation dans le respect du délai fixé pour chacune d'elles.

Chaque année, la Commission consulte les organisations représentant les partenaires économiques et sociaux au niveau européen sur l'intervention des Fonds.

↳ Egalité entre les hommes et les femmes et non-discrimination

Les États membres et la Commission veillent à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration du principe d'égalité des chances en ce domaine lors des différentes étapes de la mise en œuvre des Fonds.

Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors des différentes étapes de la mise en œuvre des Fonds et notamment dans l'accès aux Fonds. En particulier, l'accessibilité aux personnes handicapées est l'un des critères à respecter lors de la définition d'opérations cofinancées par les Fonds et à prendre en compte pendant les différentes étapes de la mise en œuvre.

↳ Le développement durable

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le cadre du développement durable et de la promotion par la Communauté dans l'objectif de protéger et d'améliorer l'environnement conformément à l'article 6 du traité.

1-2 Options stratégiques

Les orientations stratégiques sur la période 2012/2014 sont les suivantes :

- l'accompagnement individualisé, renforcé et global des publics intégrés dans le dispositif ;
- l'accompagnement des employeurs non marchands et des bénéficiaires de contrats aidés : information et conseil aux employeurs sur la mise en place des contrats aidés, leur intégration et leur tutorat dans les services, l'organisation de l'accompagnement individuel et de la formation ;
- le renforcement de l'engagement dans les quartiers sensibles : lutte contre les discriminations à l'embauche par le développement de liens avec les entreprises voisines et le montage d'actions d'insertion avec notamment la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les projets de renouvellement urbain financés par l'Agence Nationale de Renovation Urbaine ;
- la mise en œuvre d'étapes de parcours complémentaires aux actions déjà en place sur le territoire afin de lever les freins à l'emploi des publics accompagnés.

La politique du territoire :

L'équipe d'Animation du PLIE est engagée dans les réflexions et les Plans d'Action du Service Public de l'Emploi.

Le PLIE assure une mission d'appui auprès des maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre d'objectifs d'insertion dans les marchés publics, notamment ceux liés aux projets de renouvellement urbain financés par l'ANRU.

Le PLIE du Cambrésis travaille en étroite collaboration avec la Maison de l'Emploi en Cambrésis. Elle apporte ses outils d'observation et d'analyse de la situation, de la demande et des parcours d'insertion de demandeurs d'emploi. Elle participe à la coordination de l'offre de services aux entreprises par la mobilisation de ses outils de Médiation à l'Emploi. Elle apporte un appui aux employeurs du secteur non marchand pour l'intégration professionnelle et la qualification des salariés en contrats aidés.

Le PLIE travaille de plus avec les différents partenaires du SPE (Service Public de l'Emploi) : Représentants de la Sous-Préfecture, Pôle Emploi, le Pôle Lutte contre l'Exclusion et la Promotion de la Santé du Conseil Général du Nord, Cap Emploi, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 59/62, la Chambre d'Agriculture, La boutique de gestion espace, le Conseil régional du Nord Direction de la formation permanente, l'EPIDE, la Mission locale, l'éducation nationale représentée par le Centre d'Information et d'Orientation, le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis.

Article2 : LES OBJECTIFS DU PLIE

2-1. Objectifs quantitatifs du nouveau protocole

Public prioritaire :

Un effort particulier sera conduit en faveur de l'égalité des chances et de la réduction de toutes les formes de discriminations.

Sous réserve du maintien de la possibilité de mobilisation des moyens des différents partenaires, le PLIE devra assurer chaque année à au moins 80 personnes un débouché sur un emploi stable (CDI, CDD supérieur à 6 mois, création d'activité, missions intérimaires réalisées pendant 936 heures sur 12 mois en discontinu ou une qualification professionnelle par le biais d'une formation).

Le public à accueillir

	Volume du public en parcours au 1 ^{er} jour du nouveau protocole 01.01.2012	362
Volume prévisionnel annuel d'entrées		160
Volume prévisionnel annuel de sorties positives		80
Volume prévisionnel annuel d'autres sorties		80
Volume annuel moyen de public en parcours		360

Typologies des publics

	Nombre de personnes en parcours Au 31.12.2011	Objectif prévisionnel annuel d'entrées dans le PLIE
Bénéficiaires du Rsa	117	60
DELD et Jeunes	245	100(dont 30 jeunes)
TOTAL	362	160

Sorties positives prévues sur la durée du protocole : 240.

Ces objectifs s'appuient sur le volume de public en parcours à la signature du protocole et sur les nouvelles entrées.

Le PLIE se fixe des objectifs de sorties conformes à ceux arrêtés par le Programme opérationnel national du Fonds Social Européen, pour son Objectif « Compétitivité régionale et emploi 2007-2013 » et qui prévoit de porter :

- ↳ à 42%, le taux de sortie vers l'emploi à l'issue d'un parcours dans le PLIE
- ↳ à 8%, le taux d'accès à une solution qualifiante à l'issue d'un parcours dans le PLIE

Le Plan Local pour l'insertion et l'emploi s'adresse aux personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle du territoire du PLIE mobilisées pour intégrer un parcours d'insertion professionnelle : chômeurs de longue durée, allocataires de minima sociaux, jeunes en difficulté d'insertion, travailleurs handicapés ou toutes autres personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle ».

2-2. Objectifs qualitatifs 01.01.2012 - 31.12.2014 :

Organisation des parcours

Le PLIE propose un parcours d'insertion professionnelle adapté à chacun avec un accompagnement renforcé et individualisé tant sur le volet social que professionnel.

Chaque participant est suivi par un référent de parcours qui veille pour le compte du PLIE du Cambrésis à la cohérence et à la continuité du parcours d'insertion de l'entrée jusqu'au placement. Il gère le passage de la personne d'une étape à l'autre. Il rend compte devant le comité d'accès et de suivi des parcours d'insertion. Le PLIE du Cambrésis coordonne l'activité des référents de parcours, gère le fichier et le tableau de bord des parcours d'insertion et anime les comités pour l'ensemble du Cambrésis.

L'intégration du public dans le PLIE, le suivi et la sortie s'opèrent dans le cadre de procédures validées par le Comité de Pilotage du PLIE.

Le mode d'intervention du PLIE avec ses partenaires

- ✧ Pour rapprocher les acteurs économiques des acteurs de la formation, de l'insertion et de l'accompagnement social, et susciter, par une véritable mise en réseau, des actions conjointes et concertées, au bénéfice de toutes les parties ;
- ✧ Pour rapprocher l'ensemble des acteurs de l'insertion et développer leur connaissance respective, les habitudes de partenariat, la coordination des actions, afin de faciliter et d'améliorer la construction de parcours individualisés et progressifs, le PLIE proposera de poursuivre les rencontres à thème avec les structures d'insertion par l'activité économique en lien avec le C.T.A. Ce type d'échanges devrait favoriser les collaborations entre structure : meilleure articulation des parcours des participants du PLIE en favorisant des passerelles entre les différents outils d'insertion et les amener à bâtir des plans d'action communs (formation de salariés en contrat d'insertion, professionnalisation des encadrants techniques, partage d'outils de gestion) ;
- ✧ Pour renforcer l'accompagnement des publics en difficulté d'insertion professionnelle, par un suivi plus soutenu, personnalisé et inscrit dans la durée, le PLIE poursuivra le travail engagé sur la progression de la qualité des démarches d'insertion en développant des actions de sensibilisation aux métiers pour les Demandeurs d'Emploi et les professionnels chargés de leur orientation, en mettant en place des actions visant à la formation des salariés en étape de parcours, en apportant plus de pertinence sur l'orientation et la sélection des publics lors de l'entrée dans les actions et en assurant une meilleure coordination des opérateurs et des référents sociaux ;
- ✧ Pour mutualiser l'offre d'insertion et d'emploi disponible sur les différentes communes (postes de travail, supports d'insertion et de formation), et contribuer à la renforcer, en collaboration avec les acteurs économiques, le PLIE devra, en lien avec les entreprises, préparer des participants du PLIE à accéder à des emplois par la voie de la formation ou de l'adaptation.

Actions d'accompagnement

Dans le cadre de cette orientation, le PLIE du Cambrésis s'attache à proposer une méthodologie d'accompagnement renforcé auprès des publics prioritaires du territoire. Cet accompagnement, multidisciplinaire et partenarial permet la mise en œuvre des parcours d'insertion jusqu'à l'accès consolidé à l'emploi durable.

Il s'agit notamment de :

- Permettre à chaque « participant » de bénéficier d'un accompagnement renforcé par un référent de parcours ;
- Maintenir et enrichir la dynamique collective de gestion des parcours en faisant travailler ensemble l'équipe des référents sur le suivi des parcours, les propositions de plans d'action, les situations de blocage, la dynamisation des parcours par le positionnement sur les offres... ;
- Resserrer les liens avec les entreprises du territoire pour les personnes en fin de parcours grâce au travail d'un chargé de relations entreprises et du facilitateur clause d'insertion ;
- Développer des ateliers collectifs permettant de créer des dynamiques de groupes ;
- Développer des modalités d'accompagnement mêlant intervention sociale et accompagnement professionnel permettant de lever les freins à l'emploi et de faire progresser le parcours d'insertion des personnes. Ces accompagnements seront basés sur une collaboration étroite avec les référents généralistes de parcours et les travailleurs sociaux. Une cohérence entre les acteurs agissants au profit du public sera recherchée ;
- Améliorer le diagnostic préalable à l'entrée du dispositif par un échange d'informations multi partenaires permettant d'assurer la plus-value de l'accompagnement.

Relations avec les entreprises

Développer les relations avec les entreprises et les partenaires économiques
Les entreprises sont le support de la mise en emploi des participants du PLIE. Dans ce cadre, il semble essentiel à un dispositif comme le PLIE, chargé de permettre l'accès à l'emploi durable à un nombre important de demandeurs d'emploi en difficulté, de développer une stratégie de relation avec les entreprises et les partenaires économiques du territoire.

Cette stratégie doit viser deux objectifs généraux :

- Répondre aux besoins immédiats et prospectifs de main d'œuvre des entreprises,
- Permettre l'accès à l'emploi durable des publics prioritaires du territoire.

Dans ce cadre, le PLIE se propose de :

- Développer une prospection ciblée des entreprises du territoire afin de favoriser le placement des participants du PLIE ;
- Fédérer un réseau d'entreprises support de la mise en emploi ;
- Développer des solutions innovantes en terme de recrutement (clause d'insertion dans les marchés publics, actions ciblées, féminisation des emplois...) ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'une offre de service lisible et commune entre les différents acteurs de l'accompagnement des publics prioritaires sur la relation entreprise ;
- Développer les conditions de maintien des participants au sein des entreprises.

La Clause d'Insertion

Le PLIE poursuivra le travail sur ce thème qui consiste à :

- Poursuivre la promotion de la clause auprès des donneurs d'ordre publics ;
- Accompagner les donneurs d'ordre publics à la mise en place de la clause et au suivi ;
- Accompagner les entreprises et les structures d'insertion par l'activité économique à la mise en œuvre des actions d'insertion.

Un travail particulier sera poursuivi dans le cadre de l'ANRU pour accompagner l'élaboration et le suivi des chartes d'insertion.

Actions de formations

Favoriser l'accès à la formation et à la qualification des participants

- Favoriser la montée en compétences des participants par la mise en place d'un fonds d'aide à la prise en charge des formations individuelles ou collectives et aide à la mobilité ;
- Développer les actions de préparation des publics à l'entrée en entreprise

Insertion par l'Activité Economique

Concevoir des projets et promouvoir le développement des activités d'insertion.

Les publics prioritaires du territoire ont souvent besoin de paliers successifs et progressifs pour retrouver un emploi. Le secteur d'activité de "l'insertion par l'Activité Economique" poursuit cet objectif. Le PLIE souhaite donc :

- Développer et soutenir les initiatives permettant la mise en situation de travail des publics les plus éloignés de l'emploi : associations d'insertion, ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion ;
- Accompagner et soutenir le développement des structures d'insertion ;
- Soutenir l'accompagnement des participants du PLIE dans le cadre des contrats de professionnalisation dans différents domaines ;
- Aider les SIAE à accéder aux marchés publics et à développer leur chiffre d'affaires ;
- Développer la formation complémentaire, les périodes d'immersion en entreprises et les poursuites de parcours dans les structures d'insertion.

Article 3 : ANIMATION ET PILOTAGE DU PLIE

La Présidence de l'association Cambrésis Emploi, assurant le portage exécutif du dispositif PLIE, est exercée par un élu local désigné au sein du Conseil d'Administration de Cambrésis Emploi, conformément aux statuts de l'association.

Quatre fonctions dans l'organisation du PLIE sont identifiées et séparées :

- fonction de pilotage politique, stratégique, juridique et financier de la structure porteuse du PLIE tenue par les instances juridiques de Cambrésis Emploi (bureau, Conseil d'Administration, et Assemblée Générale de Cambrésis Emploi) ;

le PLIE délègue à la structure pivot, Organisme Intermédiaire, OCAPLIE, la fonction de gestion des fonds européens ;

- fonction de pilotage stratégique et politique du dispositif PLIE tenue par son Comité de pilotage ;
- fonction d'ingénierie et d'animation de la plateforme territoriale tenue par le Comité Technique Opérationnel ;
- fonction d'animation et de gestion tenue par l'équipe d'animation du PLIE placée sous l'autorité hiérarchique du Président de la structure porteuse du PLIE.

L'animation du PLIE du Cambrésis s'appuie également sur des instances ad hoc, telle que le Comité d'Accès et de Suivi (COAS) qui a pour missions de valider les entrées et les sorties du PLIE, de contribuer à la construction des parcours des participants, et de suivre ces parcours.

3.1 Le Comité de Pilotage

Composition :

Il est composé des partenaires institutionnels et financiers du PLIE :

- Représentants de la structure d'animation du PLIE
- Représentants des structures communautaires adhérentes du Cambrésis
- Le Préfet de région représenté par le Sous-Préfet de l'arrondissement de Cambrai ou son représentant
- Le Conseil Régional du Nord Pas de Calais (Direction Action Economique, Direction Formation Professionnelle, Direction Ressources Humaines)
- le Conseil Général du Nord
- la Direction Territoriale de Prévention et d'Action Sociale du Cambrésis
- le Président de la CTI (Commission Territoriale d'Insertion)
- la DIRECCTE Nord Pas-de-Calais
- le Pôle Emploi
- la Mission Locale du Cambrésis
- la Maison de l'Emploi en Cambrésis
- les Chambres consulaires et organisations professionnelles représentatives des entreprises sur le bassin d'emploi (chambre d'agriculture, chambre des métiers 59/62, chambre de commerce et d'industrie Grand Hainaut)
- Cambrésis Développement Economique
- Syndicat mixte du Pays du Cambrésis

Mission Fonctionnement/Procédure :

Organe politique/stratégique du dispositif, co-animé par un élu (Président de Cambrésis Emploi) et Monsieur le Préfet ou son représentant, fixe les objectifs et les priorités de l'intervention, propose le budget et la programmation d'opérations pour validation par le Conseil d'Administration d'OCAPLIE, et garantit la mobilisation des moyens pour la bonne réalisation du Plan. Il assure le suivi de l'ensemble du dispositif.

Le comité de pilotage retient l'opération au titre du PLIE et propose un plan de financement comprenant le FSE.

Programmation du FSE : par le Conseil d'Administration d'OCAPLIE.

Les membres du comité de pilotage sont invités par courrier ou par mail, signé par le Président de l'association porteuse du dispositif PLIE.

Il se réunit au moins deux fois par an.

3.2 Le Comité Opérationnel Technique

Les membres et mandat de cette instance sont fixés par le Comité de Pilotage

Composition :

Il est composé de la DIRECCTE Nord Valenciennes, du Pôle Emploi, de la Mission Locale du Cambrésis, de la Maison de l'Emploi en Cambrésis, des Services Locaux d'Insertion du Conseil Général (Pôle Lutte contre les Exclusions et Promotion de la Santé de Cambrai), du Chargé de Mission Territorial du Conseil Régional Nord Pas-de-Calais, et de l'équipe d'animation du PLIE.

Mission Fonctionnement/Procédure :

Il a pour mission d'assurer la préparation des réunions du comité de pilotage et d'organiser la coordination technique des actions d'insertion menées en faveur des personnes en difficulté par l'Etat, la Région, le Département, le Pôle Emploi, la Mission Locale du Cambrésis, etc.
Il se réunit au moins 2 fois par an.

3.3 Le Comité d'Accès et de Suivi des parcours

L'agrément des entrées, des sorties dans le PLIE et le suivi des parcours sont assurés par un comité d'Accès et de Suivi des Parcours.

Prescripteurs

- Conseillers de la Mission locale du Cambrésis
- Conseillers du Cap Emploi
- Conseillers de Pôle Emploi, relais pour le PLIE (un par agence)
- Référents RSA du Département du Nord
- Assistants Sociaux des trois UTPAS (Caudry / Le Cateau, Cambrai / Marcoing, Avesnes-lez-Aubert / Solesmes)
- Conseillère insertion du tribunal de Cambrai pour la lutte contre la récidive
- les SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique) : ACI (Atelier Chantier d'Insertion), AI (Association Intermédiaire), EI (Entreprise d'Insertion), ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion)
- les 116 maires des communes du Cambrésis

Composition du COAS :

Invités

- la directrice du PLIE du Cambrésis
 - la gestionnaire des Parcours du PLIE du Cambrésis
 - les référents du PLIE du Cambrésis
 - le Pôle Lutte contre les Exclusions et Promotion de la Santé Cambrai
 - les Conseillers de Pôle Emploi, relais pour le PLIE (un par agence)
 - le chargé de mission formation de la mission locale, relais pour le PLIE
 - les responsables des 3 UTPAS
 - les Maires et les SIAE sont invités en fonction des prescriptions reçues par COAS.
- Les invitations sont envoyées une semaine avant la commission par mail avec l'ordre du jour et les tableaux d'étude en annexe.

Mission Fonctionnement/Procédure :

- Le Comité d'Accès et de Suivi du PLIE du Cambrésis est une cellule qui a pour mission :
- de valider les entrées et les sorties du PLIE,
- de contribuer à la construction des parcours des participants, et,
- de suivre ces parcours.

Il permet de mettre autour de la table tous ceux qui peuvent contribuer à la réussite des parcours des participants du PLIE du Cambrésis parce qu'ils détiennent une des clefs du dispositif.

Les référents de parcours du PLIE du Cambrésis et ses prescripteurs participent à cette cellule de validation.

Il se réunit au moins 10 fois par an.

3.4 Le comité stratégique et la Commission de Validation du Pôle Formation (CVPF)

Composition de la CVPF et du Comité Stratégique :

Membres de la CVPF:

- Chargée de mission Pôle Formation de Cambrésis Emploi
- Référents du PLIE

Membres du comité stratégique :

- Directrice de Cambrésis Emploi
- Chargée de mission Pôle Formation de Cambrésis Emploi
- Coordinatrice Espace Info Formation de Cambrésis Emploi
- Mission locale
- Cap Emploi
- Pôle Emploi
- PLEPS Cambrai -Conseil Général
- Conseil Régional DFP
- DIRECCTE
- Pays du Cambrésis-PLDE

D'autres financeurs pourront être invités de façon ponctuelle en fonction des actualités (OPCA, ETT, ETTI, etc.).

Mission Fonctionnement/Procédure :

Le CVPF a pour rôle :

- D'étudier les demandes de financements ou co-financements de prestations* pour les participants du PLIE ;
 - De valider, ajourner, ou refuser les financements ou co-financements par le Pôle Formation de Cambrésis
- Le comité stratégique a pour rôle :

- D'échanger sur la mise en place de prestations* nécessaires au public en accompagnement ;
- De réunir la conférence des financeurs afin de mettre en place sur le territoire des actions communes avec différents types de publics.

*prestations : actions de formations individuelles ou collectives, modules spécifiques, actions ayant attiré au thème de la mobilité, actions spécifiques nécessaires dans le cadre du parcours d'insertion durable, et tous types d'actions en lien avec le retour à l'emploi.

3.5 L'équipe d'animation

Elle est composée de 3 personnes :

- Un(e) directeur(trice)
- un(e) gestionnaire des parcours.
- un directeur administratif et financier (affecté à temps partiel)

3.6 Le Conseil d'Administration de l'association Cambrésis Emploi

Extrait des statuts de l'association en date du 19 février 2013 :

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration comprenant :

- des représentants désignés par les membres constitutifs,
- et des membres associés selon la procédure définie à l'article 10.2.2.

10.2 - Le Conseil d'Administration doit être composé des catégories suivantes :

10.2.1 Composition

Membres constitutifs obligatoires	Nombre de représentants	Nombre de voix
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CAMBRAI	1 à 7 représentants	7
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS SOLESMOIS	1 à 3 représentants	3
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAUDRESIS ET DU CATEISIS	1 à 7 représentants	7
ETAT	1 à 4 représentants	12
POLE EMPLOI NORD PAS-DE-CALAIS	1 à 4 représentants	12
Membres constitutifs intégrés à leur demande		
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VACQUERIE	1 représentant	1
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST CAMBRESIS	1 représentant	1
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SENSECAUT	1 représentant	1

Ces représentants disposent d'un certain nombre de voix délibératives et indivisibles. Chacun des membres constitutifs et membres associés pourra se faire représenter par une ou plusieurs personnes physiques mais dans le cadre d'un vote, elle exprimera une seule position qui emportera les droits de votes qui lui reviennent.

Les membres constitutifs obligatoires doivent disposer de la majorité des voix au sein du Conseil d'Administration. Cette condition est respectée lorsqu'ils disposent à eux seuls de la majorité des voix plus une.

En application de ce principe, la répartition des voix peut être revue en cas d'augmentation du nombre d'administrateurs.

10.2.2 Participation des membres associés

Le Conseil d'Administration, statuant à la majorité des 2/3 de ses membres constitutifs présents ou représentés, peut autoriser un ou des membres associés dont il estime qu'il(s) contribue(nt) d'une manière significative au coût de fonctionnement de l'association à désigner un représentant au Conseil d'Administration.

10.3 - En cas de vacance d'un poste, par démission, décès, retrait d'habilitation par la personne morale mandantée, ou pour toute autre cause, le poste vacant est pourvu selon les dispositions susvisées du présent article.

10.4 - Le mandat d'administrateur est gratuit. Toutefois, sur décision du Bureau, et dans les conditions et limites qu'il fixe, il peut être procédé au remboursement sur pièces justificatives des frais de mission exposés pour l'assistance aux réunions et pour l'accomplissement des missions spécifiques demandées à tel ou tel administrateur.

15.2 - Le Conseil d'Administration a, pour les opérations se rattachant à l'objet de l'association, les pouvoirs les plus étendus.

A ce titre, il exerce notamment les attributions suivantes :

- mettre en place une procédure annuelle de suivi et d'évaluation de l'association, et des dispositifs supportés.
- ...
- S'agissant plus particulièrement du PLIE, le Conseil d'Administration :
 - définit les orientations du PLIE qui doivent être préalablement validées par le Comité de Pilotage du PLIE ;
 - valide les engagements financiers afférents au protocole d'accord ;
 - valide la procédure d'appel à projets et le budget prévisionnel correspondant ;
 - décide du conventionnement et du financement des opérations ;
 - valide le rapport annuel d'exécution.

3.7 Le Bureau de l'association Cambrésis Emploi, support juridique du PLIE du Cambrésis

Le Bureau est composé des représentants des membres constitutifs, dont le Président du conseil d'administration, tels qu'ils sont définis aux articles 6.1 et 6.2 des présents statuts, selon la répartition suivante :

Membres constitutifs obligatoires		Nombre de représentants	Nombre de voix
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CAMBRAI	1 à 7 représentants	7	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS SOLESMOIS	1 à 3 représentants	3	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAUDRESIS ET DU CATESIS	1 à 7 représentants	7	
ETAT	1 à 4 représentants	12	
POLE EMPLOI NORD PAS DE CALAIS	1 à 4 représentants	12	
Membres constitutifs intégrés à leur demande			
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VACQUERIE	1 représentant	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST CAMBRESIS	1 représentant	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SENECAUT	1 représentant	1	

Ces représentants disposent d'un certain nombre de voix délibératives et indivisibles. Chacun des membres constitutifs pourra se faire représenter par une ou plusieurs personnes physiques mais dans le cadre d'un vote, elle exprimera une seule position qui emportera les droits de votes qui lui reviennent.

Les membres constitutifs obligatoires doivent disposer de la majorité des voix au sein du Bureau. Cette condition est respectée lorsqu'ils disposent à eux seuls de la majorité des voix plus une.

En application de ce principe, la répartition des voix peut être revue en cas d'augmentation du nombre de membres du Bureau.

Le vote par procuration est admis, tout membre du Bureau peut être porteur d'un ou plusieurs mandats.

Le Bureau délibère à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés.

- Le Bureau :
- décide des conditions de recrutement et d'emploi des membres du personnel sous contrat de droit privé de l'association autres que les personnes détachées ;
 - autorise la conclusion de conventions entre les membres de l'association et l'association ayant pour objet de mettre du personnel à la disposition de celle-ci, étant précisé que toute mise à disposition doit donner lieu à une telle convention ;
 - autorise la conclusion de contrats dont le montant excède une somme qu'il détermine et la passation d'accords de collaboration avec des sociétés ou organismes extérieurs à l'association ;
 - adopte le programme annuel d'activité et le budget ;
 - décide et vote l'organigramme des personnels de l'association ;
 - statue sur la nomination du Directeur de l'association ;
 - prépare les réunions du Conseil d'Administration dont il exécute les décisions et traite les affaires courantes dans l'intervalle des réunions du Conseil d'Administration ;
 - plus largement, veille à l'expédition des affaires courantes et exerce les délégations que lui confie le Conseil d'Administration.

Le Bureau a la possibilité de déléguer ou de subdéléguer les pouvoirs qu'il tient des présents statuts ou qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration.

3.8 L'Assemblée Générale de l'association Cambrésis Emploi

L'Assemblée générale est composée des membres constitutifs et membres associés.

Membres constitutifs obligatoires	Nombre de représentants	Nombre de voix
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CAMBRAI	1 à 7 représentants	7
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS SOLESMOIS	1 à 3 représentants	3
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAUDRESIS ET DU CATESIS	1 à 7 représentants	7
ETAT	1 à 4 représentants	12
POLE EMPLOI NORD PAS DE CALAIS	1 à 4 représentants	12
Membres constitutifs intégrés à leur demande		
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VACQUERIE	1 représentant	1
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST CAMBRESIS	1 représentant	1
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SENECAUT	1 représentant	1
Membres associés		
la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Hainaut	1 représentant	1
la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Nord	1 représentant	1
Mission Locale	1 représentant	1

ARIL	1 représentant	1
le RELAIS Cambrésis	1 représentant	1
le MEDEF du Cambrésis	1 représentant	1
FORMATECH	1 représentant	1
A.F.P.A. Nord Pas-de-Calais	1 représentant	1
PRISME	1 représentant	1
Boutique de Gestion Espace	1 représentant	1
la Chambre d'Agriculture du Nord	1 représentant	1
Saint Luc - AREP La Sagesse	1 représentant	1
ACTION	1 représentant	1
Cambrésis Développement Economique	1 représentant	1
CFDT	1 représentant	1
GRETA Hainaut - Cambrésis	1 représentant	1

19.1 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire statue à la majorité absolue des voix présentes ou représentées, sur toutes les décisions qui n'entraînent pas de modifications des présents statuts.

La présence ou représentation du tiers au moins des membres à jour de leurs contributions est nécessaire à la validité des délibérations sur première convocation, le quart sur seconde convocation.

L'Assemblée Générale entend le rapport du Conseil d'administration sur l'activité de l'association. Elle désigne le commissaire aux comptes.

19.2 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire statue notamment sur toutes les décisions qui entraînent une modification des statuts.

Elle délibère à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

La présence ou représentation de la moitié des membres sur première convocation et du tiers sur seconde convocation est nécessaire à la validité des délibérations.

19.3 - Fonctionnement

Il ne peut y avoir de votes par correspondance.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président, soit directement, soit à la demande du tiers des membres à jour de leurs contributions, moyennant le respect d'un délai de quinze jours ouvrables.

Le Président, s'il est l'auteur de la convocation, doit adresser à chaque membre un rapport relatant les raisons de la convocation et communiquant les éléments d'information nécessaires aux décisions soumises dans l'ordre du jour arrêté par le Président.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président, et, en son absence, par le Vice-président.

Le Président a la responsabilité de la conservation des procès-verbaux.

Le vote par procuration est admis, tout administrateur peut être porteur d'un ou plusieurs mandats.

Article 4: MODES D'INTERVENTION DU PLIE

Procédure :

- La structure opérationnelle de Cambrésis Emploi anime et coordonne le PLIE :
- coordination de la gestion des parcours d'insertion,
- contacts avec les structures d'insertion, les employeurs de contrats aidés, et les entreprises « classiques »,
- suivi des démarches engagées en matière de placement, et,
- ingénierie et montage d'actions.

OCAPLIE, Organisme Intermédiaire, délégataire d'une subvention globale FSE pour les PLIE en Pays d'Artois, du Cambrésis, et des Communautés d'Agglomération du Boulonnais et du Calaisis, et dont Cambrésis Emploi est membre,

- anime et coordonne la gestion administrative et financière, et,
- gère les conventions avec les opérateurs du PLIE et assure leur contrôle dans le cadre du Contrôle de Service

Fait (C.S.F.) ainsi que le Contrôle Qualité Gestion (CQG).

La convention se termine au 01^{er} décembre 2013, un éventuel avenant pouvant apporter éventuellement des fonds supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2014.

Article 5 : MOYENS

Les signataires du protocole d'accord du PLIE ne peuvent s'engager sur le financement que sous réserve des règles juridiques et comptables en vigueur.

Le protocole d'accord du PLIE respecte les règles du Programme Opérationnel national du Fonds Social Européen conformément aux textes en vigueur à ce jour.

Les engagements des collectivités locales les engagements des collectivités locales sont définis et votés chaque année dans le cadre de l'établissement du budget prévisionnel de l'association.

Les engagements de l'Etat

Le Plan d'Action Stratégique de l'Etat (PASE) confirme les trois priorités majeures de l'Etat en Nord-Pas-de-Calais :

- élever le taux d'emploi des actifs,
- élever le niveau de qualification et de compétences des actifs de la région,
- réaffirmer l'entrée territoriale des politiques de l'emploi,

et ce en cohérence avec les priorités du FSE :

Axe 2, mesure 21, sous mesure 213: Coordination des acteurs de l'emploi

Axe 3, mesure 31, sous mesure 312 : Appuyer les politiques des communes et des structures intercommunales dans la mise en œuvre des PLIE

Axe 5, mesure 51, sous mesure 511 : Assistance technique

Les crédits du Fonds Social Européen seront mobilisés dans la limite du taux maximum d'intervention prévu pour la mesure.

L'Etat reconnaît le PLIE dans son rôle de mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour l'accès et le retour à l'emploi des publics les plus en difficulté. A ce titre il participe aux instances du PLIE et associera le PLIE aux instances locales de concertation dans le cadre de ses politiques d'emploi en faveur de ces publics.

L'Etat s'engage sur ses politiques de droit commun, à mobiliser les moyens qui sont les siens en faveur de la lutte contre le chômage et l'exclusion pour favoriser la réussite des objectifs du PLIE. L'Etat s'engage à verser ce qui est dû au titre du FSE.

Les crédits du FSE seront sollicités par OCAPLIE au titre de l'axe 2, de l'axe 3 (crédits d'intervention) et de l'axe 5 (assistance technique) du programme opérationnel du FSE de l'Objectif « compétitivité régionale et emploi ».

Le financement au titre du FSE fait l'objet d'une convention spécifique entre l'Etat et OCAPLIE,

en tant qu'organisme intermédiaire, passe des conventions avec les opérateurs.

Le PLIE s'engage à utiliser un système de comptabilité séparée ou une codification adéquate des dépenses ou encore un système extracomptable par enlèvement des pièces justificatives avec référence aux écritures de la comptabilité de la structure pour les actions co-financées par le FSE.

Les crédits FSE et les contreparties affectées feront l'objet d'une comptabilité séparée et les comptes de Cambrésis Emploi – P.L.I.E. seront certifiés par un Commissaire aux Comptes.

Les engagements de la Région Nord-Pas-de-Calais

Objectif et démarche

- v **Le Schéma Régional de Développement Economique (SRDE), instrument de la solidarité territoriale et de la lutte contre l'exclusion.**
« La solidarité est un élément fondamental de la politique économique du Conseil Régional qui veille à un développement équilibré des territoires et à une mise en synergie (...). La solidarité se manifeste aussi par le combat déterminé contre l'exclusion. Le soutien à l'insertion par l'Activité Economique doit être poursuivi. Les PLIE sont des acteurs économiques à part entière, qui participent au développement local. L'insertion doit demeurer un volet des projets de territoire ». (Extrait du SRDE).

- v **Les PLIE, plateforme partenariale, acteurs du Développement Economique et du Développement Local**
Les collectivités locales, sans compétence de droit, ont participé à l'éclosion depuis 20 ans d'une stratégie territoriale pour l'emploi, en articulation avec l'échelle nationale. Cette fonction d'ingénierie territoriale, d'animation s'incarnent dans des outils territoriaux tels que les PLIE et les Maisons de l'Emploi.
Créés en 1980, les PLIE, plates-formes d'animation et de coordination de la formation, de l'insertion et de l'emploi sur leur territoire, ont depuis leur expérimentation été largement pérennisés et ont démontré leur efficacité en matière de retour à l'emploi des populations les plus éloignées de l'emploi.
Dès lors, les PLIE du Nord Pas de Calais, accompagnés dans cette démarche par la Région, sont devenus des acteurs à part entière du Développement Economique et du Développement Local sur leur territoire.

- v **Pour plus de cohérence et d'efficacité, une déclinaison territoriale à travers les PLDE et la Formation Permanente**
Les politiques de l'emploi, de l'insertion et de la formation permanente de la Région, pour être efficaces, doivent être étroitement articulées avec la politique économique du territoire.
Les compétences des Régions en matière de développement économique ont été confirmées par la loi du 13 août 2004. Dans ce cadre, des Schémas Régionaux de Développement Economique (SRDE) ont été élaborés et adoptés par l'ensemble des acteurs concernés.
Dans le Nord Pas de Calais, le Conseil Régional a décidé de pousser plus loin l'esprit de responsabilité porté par la loi en créant les conditions pour les territoires de développer, de maîtriser l'économie territoriale grâce au dispositif Programmes Locaux de Développement Economique (PLDE).
Les actions économiques de la Région trouvent leurs places dans ces programmes, notamment les PLIE qui jouent un rôle déterminant pour l'emploi.

- Quant au Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (P.R.D.F.P.), il s'inscrit dans le « Schéma régional des formations tout au long de la vie » voté par l'assemblée régionale en Novembre 2006 et met en évidence les 4 principes suivants :
 - s'appuyer sur la concertation permanente : se baser sur un diagnostic partagé afin de déboucher sur des objectifs définis en commun ; structurer et renforcer les coopérations au niveau local et régional,
 - anticiper, accompagner les dynamiques économiques et l'évolution des compétences,
 - réduire les inégalités face à l'emploi par la professionnalisation et la formation tout au long de la vie,
 - renforcer la lisibilité des parcours professionnels et l'accessibilité de l'offre de formation.

- v **Transversalité, capitalisation, mutualisation**
Le PLIE intervient sur son territoire comme un fédérateur d'acteurs et comme un instrument de mutualisation de financements pour construire des parcours d'accès à l'emploi et à la qualification de personnes en grandes difficultés d'insertion sociale et professionnelle.
Il apporte son concours en appliquant les principes d'additionnalité, de subsidiarité et de partenariat. La recherche de la meilleure cohérence des actions et de l'utilisation des moyens est nécessaire, notamment avec les Maisons de l'emploi.

Dans cet esprit, le PLIE s'engage :

- à participer aux instances du Plan Local de Développement Economique du territoire afin d'apporter sa contribution aux diagnostics du territoire, notamment en matière de connaissance du public

- à partager les actions et expérimentations de dispositifs liées à l'insertion des publics du PLIE aux PLIE du Nord Pas de Calais
- à participer aux journées collectives de bilan qui pourraient être organisées par la Région.

La Région s'engage, dans le cadre de la politique qu'elle a définie, et sous réserve de l'inscription des crédits au budget régional, à soutenir la réalisation d'objectifs définis, en finançant le programme prévisionnel d'action. Le programme d'actions annuel proposé par le PLIE du Cambrésis au Conseil Régional devra être conscrit aux quatre axes énumérés ci-dessous.

Les actions menées par le PLIE qui ne font pas partie de ces axes ne peuvent faire l'objet d'un financement de la part de la Région.

La Région soutient l'action initiée par l'association. Cette dernière met en œuvre ce projet sous son entière responsabilité.

La Région Nord - Pas de Calais et le PLIE du Cambrésis s'engagent sur les quatre axes de contractualisation déclinés comme suit :

- **Axe 1 : participer à la réalisation de diagnostics sur la situation économique et sociale locale**
- **Axe 2 : mettre en œuvre un programme d'actions renforçant les liens entre insertion et économie**
- **Axe 3 : renforcer les complémentarités entre la politique de formation permanente et celle de l'insertion et de l'emploi**
- **Axe 4 : capitaliser et promouvoir les « bonnes pratiques » en matière d'insertion professionnelle, d'accès à l'emploi et d'initiative locale, et contribuer à leur diffusion.**

Axe 1 : Participer à la réalisation de diagnostics sur la situation économique et sociale locale

A partir de sa connaissance, d'une part des populations les plus en difficulté d'insertion et, d'autre part du tissu économique local, le PLIE participe activement à la réalisation et à l'actualisation des diagnostics menés sur le bassin d'emploi sur les 2 volets que sont le développement économique et la formation permanente, dans le cadre notamment de la Mission Observatoire de la Maison de l'Emploi.

Axe 2 : Mettre en œuvre un programme d'actions renforçant les liens entre insertion et économie

Le PLIE sera le porteur du volet emploi-insertion du PLDE.

Le programme d'actions pourra par exemple se traduire par :

- Le développement des relations entreprises :
- contribuer à l'ingénierie emploi/formation dans le cadre d'implantations ou d'extensions d'entreprises,
- mettre en œuvre une offre de service globale aux entreprises, en particulier les TPE,
- participer au montage ou au développement de Groupements d'employeurs ou de GEIQ,
- La création, le développement et l'animation des structures d'insertion par l'activité économique,
- La mise en œuvre de la clause d'insertion.

Sur l'ensemble de ce programme d'actions, la coopération la plus étroite avec le Chargé de Mission Territorial (CMT) de la Direction de la Formation Permanente est la règle.

La Région participe au financement direct de ces actions dans le cadre de la politique « emploi / insertion » mise en œuvre au titre des politiques de l'action économique.

Chaque action devra faire l'objet d'une « fiche descriptive action », précisant l'action, ses objectifs, les rôles attendus des parties prenantes et partenaires, la méthodologie adoptée, les moyens et financements mobilisés, les résultats qualitatifs et quantitatifs attendus et les indicateurs d'évaluation.

Le PLIE pourra également s'appuyer sur les autres politiques de développement économique.

Axe 3 : Renforcer les complémentarités entre la politique de formation permanente et celle de l'insertion et de l'emploi

Un programme d'action fondé sur une articulation étroite des moyens des cosignataires pourra être développé à partir de tout ou partie des thématiques suivantes :

- Conforter l'offre de formation notamment en renforçant son accessibilité et/ou en consolidant les conditions de réussite des parcours de formation.
- Développer des interventions conjointes dans des domaines professionnels ou de formation définis comme prioritaires notamment par les diagnostics de territoire.
- Renforcer la qualité des étapes de parcours qui mixent formation et activité d'insertion.
- Développer des outils favorisant l'optimisation des parcours notamment par l'accès à la validation.

Chacun des thèmes retenus fera l'objet d'une fiche descriptive annexée à la présente convention et ou seront précisés :

- Initulé de la thématique,
- Objectifs opérationnels,
- Rôles attendus des parties prenantes et partenaires,
- Méthodologie,
- Résultats quantitatifs et qualitatifs attendus,
- Indicateurs d'évaluation.

Conformément aux engagements pris dans le protocole du PLIE, la Région favorisera l'utilisation des actions de formation de sa commande publique comme contreparties indirectes permettant au PLIE de mobiliser le FSE.

Axe 4 : Capitaliser et promouvoir « les bonnes pratiques » en matière d'insertion professionnelle d'accès à l'emploi et d'initiative locale, et contribuer à leur diffusion

Dans le but de capitaliser et promouvoir les bonnes pratiques, chacun des PLIE signataires d'une convention d'objectif avec la Région Nord Pas de Calais s'engage à contribuer à l'organisation d'une journée collective de bilan de ces conventions dans le courant du dernier semestre de la période considérée.

L'association présente à la Région, chaque année, un programme prévisionnel d'actions pour l'année civile suivante, ainsi qu'un budget correspondant qui fera l'objet d'une convention annuelle d'application.

En cas d'évolutions importantes, la convention annuelle pourra prévoir, après décisions des instances délibérantes, sur demande expresse et écrite de l'association, un réajustement du montant ou du taux de la subvention.

La convention annuelle d'application déterminera, après délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional, et sur la base d'un dossier de demande de subvention N+1 déposé chaque année pour le 1^{er} décembre de l'année N :

- Le montant des subventions annuelles de la Région, permettant la mise en œuvre des objectifs définis
- Les modalités de versement des subventions annuelles
- Les moyens humains et matériels mis en œuvre par l'association pour l'accomplissement du programme prévisionnel d'actions annuel
- Les objectifs qualitatifs et quantitatifs pour l'année concernée
- Les critères d'évaluation des actions
- La description des actions.

La convention annuelle d'application, accompagnée du programme d'actions détaillé seront présentées aux élus régionaux de la (des) commissions compétentes avant passage en commission permanente pour l'accord du soutien financier du Conseil Régional.

Engagement financier de la Région Nord-Pas de Calais.

Afin d'atteindre les objectifs fixés et de permettre à l'association de réaliser ses engagements, la Région s'engage à verser chaque année une aide financière (sous réserve de l'inscription des crédits au budget primitif régional) dont le montant sera fixé par une convention annuelle en fonction des budgets annuels votés par les assemblées délibérantes et en fonction des programmes proposés.

Le montant prend en compte, le coût du pilotage associatif nécessaire à la mise en œuvre des objectifs ou conformément aux critères utilisés et acceptés pour répartir les charges indirectes.

Dans le cas où le retard de versement de la subvention régionale, engendrerait des difficultés de trésorerie avérées pour le bénéficiaire, celui-ci en alertera de façon circonstanciée la Direction en charge du suivi du dossier de subvention. Dès lors, après constat de cette situation, la Région s'engage à procéder à l'instruction de la demande de versement de manière prioritaire.

Article 6 : L'EVALUATION DU PLIE

Chaque opération ou action réalisée fait l'objet d'un bilan pédagogique, quantitatif, et financier.

L'analyse des actions menées est réalisée en continu dans le cadre des réunions des Comités Opérationnels Techniques et présentée aux Comités de Pilotage.

L'équipe opérationnelle du PLIE dresse chaque année un bilan quantitatif et qualitatif du dispositif, portant sur l'ensemble des opérations et actions engagées, ainsi qu'un bilan financier validé par OCAPLIE.

Cette évaluation permet d'apprécier les résultats obtenus au regard des objectifs fixés, l'efficacité de l'usage des fonds mobilisés, et d'effectuer les recadrages éventuels.

Article 7 : DUREE DU PROTOCOLE D'ACCORD

Le présent protocole est conclu pour une durée de 3 ans sur la période du 01/01/2012 au 31/12/2014

Article 8: MODIFICATION DU PROTOCOLE D'ACCORD

Le présent protocole peut être modifié par avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties, avec accord de toutes ou au regard :

- des conclusions issues des différents contrôles de quelque niveau que ce soit
- de l'évolution de la réglementation en vigueur

Fait à
Le

Pour l'Etat
Le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais,
Dominique BUR

Pour la Région Nord – Pas de Calais
Le Président,
Daniel PERCHERON

Pour l'association Cambrésis Emploi
Le Président,
Jean-Raymond WATTIEZ

Pour la Communauté d'Agglomération de Cambrai
Le Président,
François-Xavier VILLAIN

Pour La Communauté de Communes du
Caudrésis et du Catésis
Le Président,
Gérard DEVAUX

Pour la Communauté de communes du Pays
Solesmois,
Le Président,
Michel WALLERAND

Pour la Communauté de Communes Ouest
Cambrésis
Le Président,
Yves MARECAILLE

Pour la Communauté de communes de la
Vacquerie
La Présidente,
Colette DESSAINT

Pour la Communauté de Communes
Sensescout
Le Président,
Jacques DENOYELLE

ANNEXES

ANNEXE 1 Composition géographique du PLIE du Cambrésis au 01/01/2013

Collectivités Locales		Recensement INSEE 2010 (publié en 01/2013)
Communauté d'Agglomération de Cambrai		
rattachement à compter de 2013	ANNEUX	68 881
	AWOINGT	249
	BOURSIES	709
	CAGNONCLES	344
	CAMBRAI	551
rattachement à compter de 2013	CANTAING-SUR-ESCAUT	33 345
	CAUROIR	441
	CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT	580
	DOIGNIES	714
	ESCAUDOEUVRES	302
rattachement à compter de 2013	ESNES	3 443
	FLESQUIERES	670
	FONTAINE-NOTRE-DAME	281
	HONNECOURT-SUR-ESCAUT	1 738
	IWUY	756
rattachement à compter de 2013	LES RUES-DES-VIGNES	3 240
	LESDAIN	709
	MARCOING	417
	MOEUVRES	1 865
	NAVES	454
rattachement à compter de 2013	NEUVILLE-SAINT-REMY	616
	NIERGNIES	3 793
	NOYELLES-SUR-ESCAUT	516
	PROVILLE	783
	RAILLENCOURT-SAINTE-OLLE	3 441
rattachement à compter de 2013	RIBECOURT-LA-TOUR	2 400
	RUMILLY-EN-CAMBRESIS	378
	SAILLY-LEZ-CAMBRAI	1 459
	SERANVILLERS-FORENVILLE	493
	RIEUX-EN-CAMBRESIS	334
rattachement à compter de 2013	VILLERS-EN-CAUCHIES	1 540
	VILLERS-GUISLAIN	1 262
	WAMBAIX	735
		323

Communes de Cambrésis		56 025
BAZELLE		970
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		572
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		489
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		2 116
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		2 443
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 57
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		586
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		433
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		724
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		2 091
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 084
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		344
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		591
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		14 612
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		477
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 169
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		43
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		642
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		464
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 209
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		215
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		734
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		717
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		482
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		7 185
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 838
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		545
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 500
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		427
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		385
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		354
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		593
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 054
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		671
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		762
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 763
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		248
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		480
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 538
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		358
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 682
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		1 301
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		497
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		433
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		2 209
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS		2 125

ANNEXE 2

13 Zones d'activité

Actipôle de l'A2
23 hectares de terrains environ disponibles à la jonction des autoroutes A2 et A26, effet vitrine avec l'A2, entre la RD643 (vers Douai et Lille) et la RD939 vers Arras.



Bertly
Sur la Zone d'Activités "Espace Pour Résusir" située sur Bertly, 3 hectares sont disponibles. A 20 km à l'est de Cambrai, à proximité de la RN 43. Livraison d'un 2ème bâtiment relais pour le 15 octobre (voir rubrique "bâtiments dispo")



Cambrai Sud / Proville
Zone d'activités centrée autour de l'hypermarché CORA. A proximité du contournement sud de Cambrai.



Cambrai / Cantimpré
Zone d'activités située à proximité immédiate de l'autoroute A2 (Paris - Bruxelles) et du croisement des autoroutes A2 et A26



Caudry
Situé à Caudry, la Zone d'Activités de la Vallée d'Hérie offre à 15-20 minutes de l'A2, plus de 30 hectares à proximité de la RD 643.



Escaudoœuvres - Le Lapin Noir
Le parc d'activités est dédié à l'accueil des PME-PMI, TPE et activités artisanales, sur des parcelles de 4 000 m² à 13 000 m².



Gouzeaucourt
Idéalement située, la Zone d'Activités les Hauts de Gouzeaucourt offre une dizaine d'hectares à proximité de l'A2-A26-A29.



Communauté de Communes du Pays Solesmois		15 232
Communauté de Communes de la Vacquerie	BEAURAIN	230
	BERMERAIN	660
	CAPELLE	163
	ESCARMAIN	440
	HAUSSY	1 636
	MONTRECUURT	206
	ROMERIES	436
	SAINT-MARTIN-SUR-ÉCAILLON	927
	SAINT-PYTHON	999
	SAULZOIR	1 718
	SOLESMES	4 754
	SOMMAING	350
	VENDEGIES-SUR-ÉCAILLON	1 194
	VERTAIN	482
	VIESLY	1 467
Communauté de Communes de l'Ouest Cambrésis		5 609
rattachement à compter de 2013	BANTEUX	329
	BANTOUZELLE	412
	GONNELIEU	330
	GOUZEAUCOURT	1 450
	VILLERS-PILOUICH	422
	MASNIERES	2 666
		4 560
	ABANCOURT	461
	AUBENGHEUL-AU-BAC	477
	BANTIGNY	480
Communauté de Communes de l'Ouest Cambrésis	BLECOURT	371
	CUVILLERS	206
	FRESSIES	569
	HAYNECOURT	601
	HEM-LENGLET	589
	SANCOURT	203
	TILLOY-LEZ-CAMBRAI	603
		3 612
		867
		354
Totaux population		164 159

Iwuy

A 400m de l'entrée de l'autoroute fluide A2, ce Parc d'Activités en cours d'extension (18 ha supplémentaires)



est stratégiquement situé pour desservir l'Europe du nord dont le Bénélux.

Le Cateau

La Zone d'Activités de Pont à Capelle est située à 400 m de la gare de Le Cateau-Cambrésis. Cette zone accueille un important équipementier automobile.



Maroing

Idéalement positionné au cœur de l'arrondissement de Cambrai, le parc d'activités "Le Trou à Loups" bénéficie de la desserte de l'A2 et l'A26.



Masnières

La Zone d'activités HQE "Les Hauts de Masnières" offre un emplacement stratégique respectant l'environnement.



Solesmes

A mi-chemin entre Cambrai et Valenciennes, L'extension de la Zone d'Activités de Solesmes est à l'étude.



Waincourt-Selvaing

Zone artisanale de la Communauté de Communes du Caudrésis. Située à 15 km de Cambrai et de l'A2 et à 20 km de l'A26.



